



Membres en exercice	27
Membres présents	20
Suffrages exprimés	25
Pour	25
Contre	0
Abstention	0

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2025/01

Objet : Débat d'Orientation Budgétaire 2025 Ville

L'an deux mille vingt-cinq, le cinq mars, le Conseil municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Béziers, dûment convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal sise à l'Hôtel de Ville, sous la Présidence de Monsieur Fabrice SOLANS, Maire.

Date de la convocation : 27 février 2025

Présents : Fabrice SOLANS, Jérôme FABRE, Céline DUBOIS, Stéphane ORTI, Alain D'AMATO, Séverine LOPEZ, Frédéric GRANIER, Stéphanie BOUILLY PETIT, Pierre SUCH, Bernadette LOURIAC-HERRERA, Marie-Laure LOYEZ, Nathalie SIMARD, Christophe ERMOLENKO, Adeline BATALLER GARCIA, Elisabeth MOULY MANETAS, Thierry ODDON, Lucyle MORGAN, Noura HABIB CHORFA, Elian GOMEZ, Aurélie PACE.

Absents ayant donné procuration : Jérôme LABORIE a donné pouvoir à Jérôme FABRE, Sandrine MATEU GUTIERRES a donné pouvoir à Séverine LOPEZ, Morgan MARION a donné pouvoir à Frédéric GRANIER, Kévin LABORDE a donné pouvoir à Pierre SUCH, Delphine FERRERES VALAT a donné pouvoir à Stéphane ORTI.

Absents Excusés : Carole HERNANDEZ MAGNIEZ, Jean-Louis CAMPUS.

Secrétaire de séance : Stéphanie BOUILLY.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'orientation budgétaire retraçant les informations nécessaires au débat d'orientation budgétaire transmis à chaque membre du conseil municipal,

Vu l'avis favorable de la commission Finances réunie le 18 février 2025,

Considérant l'obligation pour les communes de plus de 3 500 habitants d'organiser un débat d'orientation budgétaire dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget,

Considérant que le débat d'orientation budgétaire doit s'appuyer sur un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que sur la structure et la gestion de la dette,

Considérant que ce rapport doit donner lieu à un débat et faire l'objet d'un vote,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Le Conseil Municipal décide :

- De prendre acte que le débat d'orientation budgétaire 2025 a eu lieu sur la base d'un rapport portant sur le budget de la Commune,
- De dire que le rapport d'orientation budgétaire sera transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat et mis à disposition du public,
- De demander à Monsieur le Maire de préparer le budget 2025 selon les orientations ainsi définies,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer toute pièce relative à cette décision.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Le Maire,

Fabrice SOLANS

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER (par voie postale 6 rue Pitot 34000 MONTPELLIER ou par voie dématérialisée via l'application *telerecours citoyens* sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de deux à compter de la publication.



Accusé de réception en préfecture
034-213403363-20250305-2025-01-DE
Date de télétransmission : 14/03/2025
Date de réception préfecture : 14/03/2025



BUDGET PRINCIPAL VILLE M57

LE CADRE JURIDIQUE

Le Débat d'Orientation Budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités.

Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Les objectifs du DOB :

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L.5622-3 du CGCT). L'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence du DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale

Délai :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions ainsi que toutes les collectivités et tous les établissements en M57
- 2 mois précédant l'examen du budget pour les autres collectivités et établissements

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit ainsi :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »

Il convient donc de formaliser un vote.

CONTEXTE INTERNATIONAL

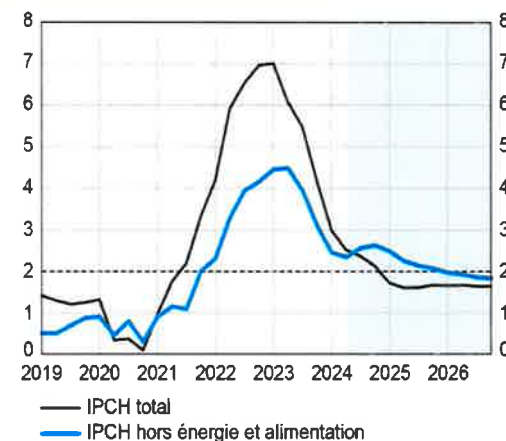
UNE CROISSANCE MONDIALE RALENTIE



UNE INFLATION EN BAISSE

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



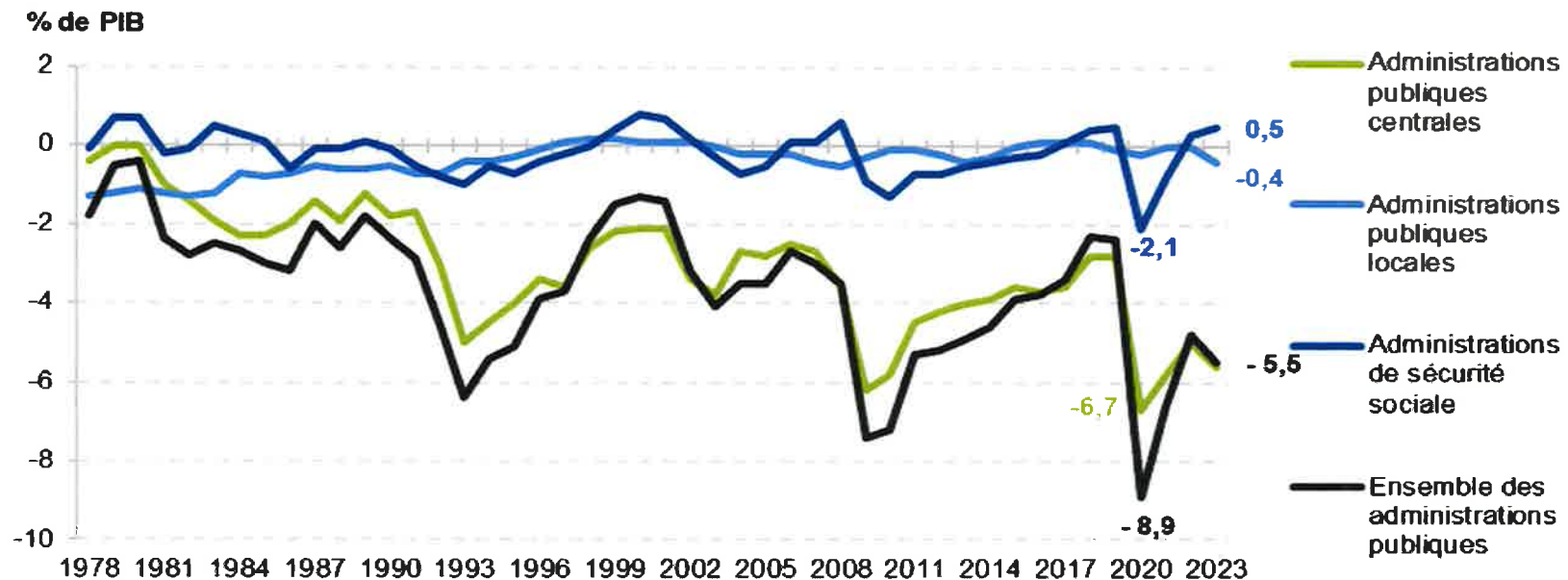
Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.

Sources : Insee jusqu'au premier trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

CONTEXTE NATIONAL

DES FINANCES PUBLIQUES EN TENSION

Evolution annuelle du déficit public des administrations (en points de PIB : 1982-2025)



Un **déficit public conséquent en 2023** qui s'est élevé à 5,5% du PIB ponctué par des crises, avec une faible contribution des collectivités locales. En 2024, il devrait atteindre 6,1%

LES PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DE FINANCES 2025

- ⇒ Nette diminution de l'enveloppe du fonds vert (1 milliard € vs. 2,5 milliards €)
- ⇒ Stabilité de l'enveloppe de DGF
- ⇒ Augmentation de +3 points du taux de cotisation de la CNRACL et +1 point de l'URSSAF

IMPACT SUR NOTRE BUDGET 2025

- ⇒ Stabilité sur la ressource DSR (Dotation de Solidarité Rurale)
- ⇒ Augmentation du Chapitre 012 charges de personnel
- ⇒ Baisse des recettes fiscales

RETROSPECTIVE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE : LES PRINCIPALES RECETTES

PRODUIT/EXERCICE	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 estimé
FISCALITE (Produit communal)	3 094 643,11 €	3 194 431,83 €	3 715 088,43 €	3 704 903,35 €
DGF (dont DSR)	58 686,00 €	58 047,00 €	67 564,00 €	74 379,00 €
Produits d'exploitation	285 884,80 €	283 971,39 €	327 428,40 €	300 325,32 €
Attribution de compensation	2 063 919,33 €	2 084 911,98 €	2 100 826,88 €	2 097 430,89 €
DMTO (droits de mutation)	260 521,74 €	301 643,61 €	234 839,50 €	231 163,00 €
TOTAL	5 763 654,98 €	5 923 005,81 €	6 445 747,21 €	6 408 201,56 €

LA FISCALITE LOCALE (part communale)

	TH	TFB	TFNB	TOTAL TAXES
2014	600 386 €	972 842 €	85 108 €	1 658 336 €
2015	631 668 €	1 337 289 €	79 141 €	2 048 098 €
2016	616 670 €	1 363 582 €	80 831 €	2 061 083 €
2017	571 772 €	1 374 092 €	74 125 €	2 019 989 €
2018	573 010 €	1 463 252 €	72 622 €	2 108 884 €
2019	583 748 €	1 527 693 €	74 232 €	2 185 673 €
2020	602 450 €	1 579 551 €	75 446 €	2 257 447 €
2021	58 505 €	3 139 866 €	79 593 €	3 277 964 €
2022	59 001 €	3 246 563 €	83 458 €	3 389 022 €
2023	70 978 €	3 516 767 €	94 241 €	3 681 986 €
2024	81 071 €	3 565 196 €	94 771 €	3 741 038 €

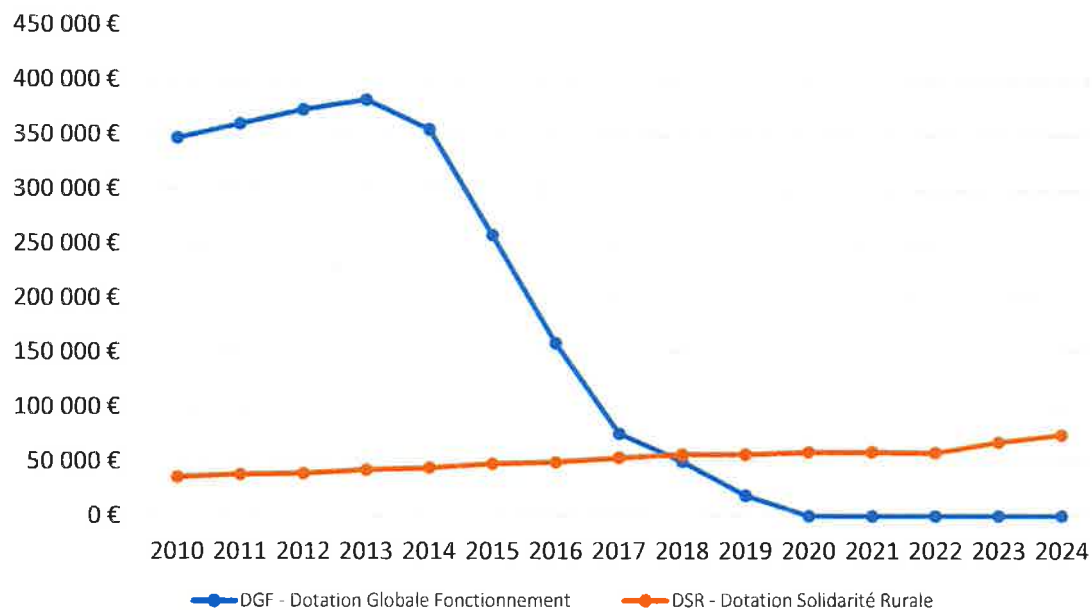
Evolution fiscalité



TAXES

**PAS
D'AUGMENTATION
EN 2025**

DOTATIONS DE L'ETAT

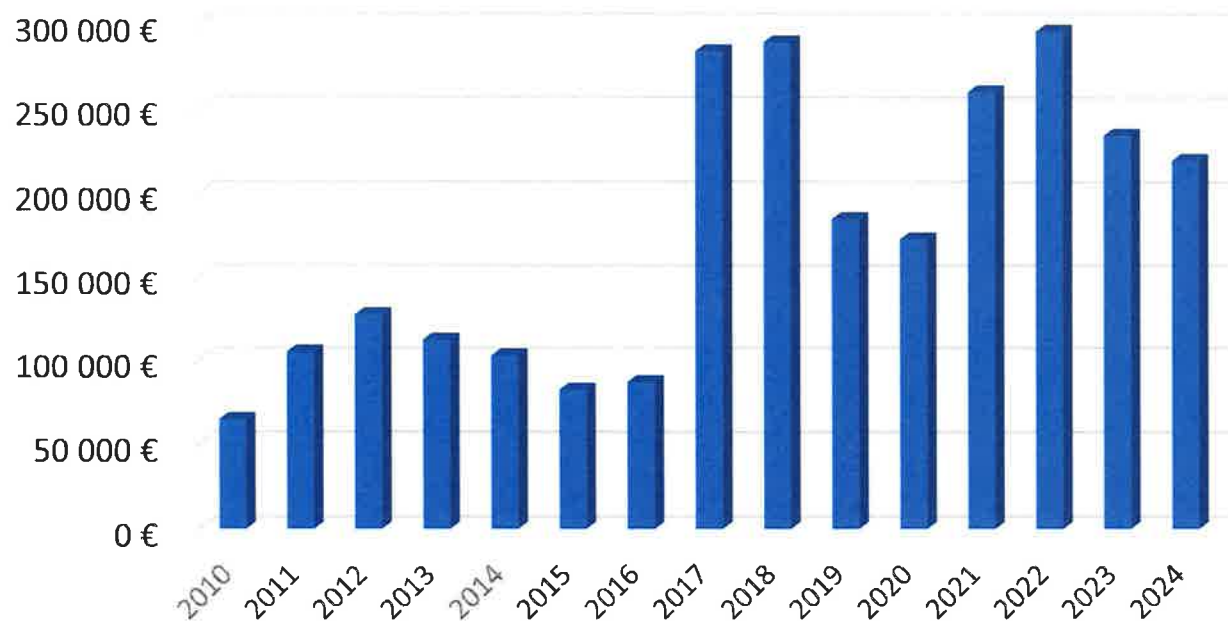


**PAS DE DGF
EN 2024**



	DGF - Dotation Globale Fonctionnement	DSR - Dotation Solidarité Rurale
2010	347 559 €	35 928 €
2011	360 445 €	38 140 €
2012	373 476 €	39 114 €
2013	382 614 €	42 445 €
2014	355 455 €	44 226 €
2015	258 416 €	47 851 €
2016	158 550 €	49 327 €
2017	75 625 €	53 510 €
2018	49 812 €	56 643 €
2019	18 863 €	56 620 €
2020	0 €	58 617 €
2021	0 €	58 686 €
2022	0 €	58 047 €
2023	0 €	67 564 €
2024	0 €	74 379 €

EVOLUTION DES DROITS DE MUTATION



	DMTO - Droits de mutation
2010	64 750 €
2011	105 102 €
2012	127 691 €
2013	112 396 €
2014	102 662 €
2015	82 419 €
2016	86 992 €
2017	284 897 €
2018	290 259 €
2019	185 245 €
2020	173 212 €
2021	260 522 €
2022	296 887 €
2023	234 840 €
2024	231 163 €



RETROSPECTIVE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE : LES PRINCIPALES DEPENSES

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT/EXERCICE	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024 estimé
011 - Charges à caractères général	973 263,70 €	1 093 204,16 €	1 216 448,77 €	1 338 737,68 €
012 - Dépenses de Personnel	3 028 904,89 €	3 063 397,20 €	2 905 548,95 €	2 764 068,92 €
014 - Atténuations de produits	131 321,00 €	127 961,00 €	59 164,00 €	1 285,00 €
65-Autres charges de gestion courante	835 146,60 €	792 458,18 €	890 729,09 €	954 896,10 €
66- Charges financières (intérêts dette)	196 401,59 €	182 570,46 €	173 444,24 €	159 946,06 €
67-Charges exceptionnelles	14 320,74 €	28 355,12 €	3 261,08 €	591,60 €
68- Dotations aux provisions	0,00 €	27 657,99 €	29 385,00 €	27 566,00 €
TOTAL	5 179 358,52 €	5 315 604,11 €	5 277 981,13 €	5 247 091,36 €

RETROSPECTIVE : LES DEPENSES DE PERSONNEL

Masse salariale
2023/2024 : **-5,5%**

Evolution des dépenses de personnel 2020-2024

Masse salariale
2020/2024 : **-16,5%**

Années	2020	2021	2022	2023	2024 estimé
Masse salariale	2 182 683 €	2 141 140 €	2 052 192 €	1 980 930 €	1 873 003 €
Charges salariales	502 239 €	493 047 €	468 740 €	458 560 €	429 895 €
Charges patronales	877 629 €	873 535 €	852 524 €	827 564 €	778 007 €



Malgré :

-SMIC 1^{ER} JANVIER 2024 : **+1,13%**
 -SMIC 1^{ER} NOVEMBRE 2024 : **+1,72%**

-POINT D'INDICE 1^{ER} JANVIER 2024 : **+5 POINTS POUR TOUS LES AGENTS**

RETROSPECTIVE : LES DEPENSES DE PERSONNEL

ELEMENTS DE PAIE 2020-2024

Années	2020	2021	2022	2023	2024 estimé
Nouvelle bonification indiciaire	12 195 €	9 948 €	9 049 €	7 688 €	6 646 €
Régime indemnitaire	361 287 €	310 960 €	226 072 €	221 671 €	220 516 €
Heures supplémentaires	17 242 €	11 913 €	25 202 €	17 728 €	24 137 €
Heures complémentaires	0 €	1 521 €	2 483 €	170 €	0 €

Baisse liée au RIFSEEP :



- Suspension de l'IFSE en cas d'absence,
- CIA facultatif calculé selon l'évaluation annuelle de l'agent.

RETROSPECTIVE : LE PERSONNEL

ABSENTEISME ENTRE 2020 ET 2024

Années	2020	2021	2022	2023	2024 estimé
Nombre de jours d'absence	4 104	2 488	2 723	2 570	2 810

2024 : **2810** jours d'absence représentent **7,5** agents absents toute l'année.

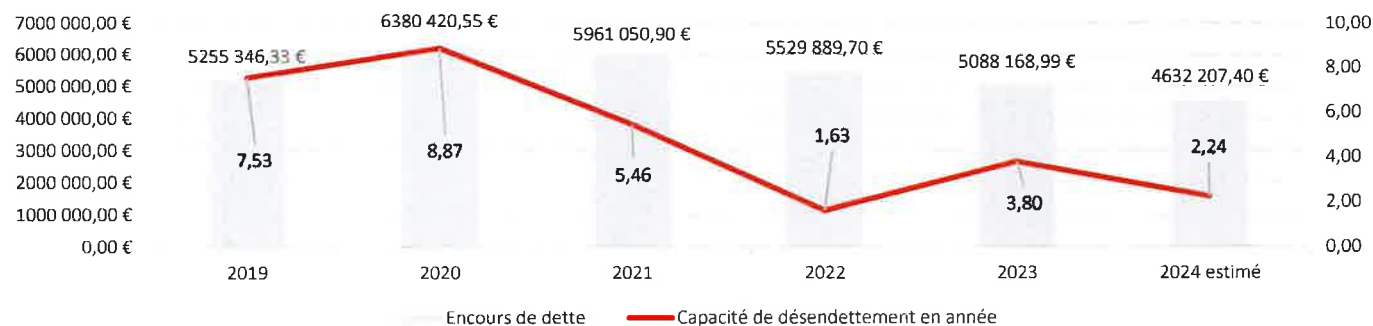
2020 : 11 agents absents toute l'année

2024 : 1833 jours d'arrêt maladie n'ont fait l'objet d'aucune prise en charge, et certaines de ces absences ont dû faire l'objet de remplacements.

RETROSPECTIVE : LA DETTE

Compte Administratif Au 31/12/ N	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Encours de dette	5 255 346,33 €	6 380 420,55 €	5 961 050,90 €	5 529 889,70 €	5 088 168,99 €	4 632 207,40 €
Capital de la dette	330 701,16 €	374 318,89 €	418 798,36 €	430 630,06 €	441 234,62 €	455 525,80 €
Intérêts de la dette	189 771,37 €	190 149,27 €	198 932,17 €	178 871,62 €	172 923,76 €	159 450,66 €
Annuité	520 472,53 €	564 468,16 €	617 730,53 €	609 501,68 €	614 158,38 €	614 976,46 €
Emprunts réalisés		1 500 000,00 €				

EVOLUTION DE LA DETTE ET DE LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT 2019-2024



Désendettement	2019	2020	2021	2022	2023	2024 estimé
Encours de dette	5 255 346,33 €	6 380 420,55 €	5 961 050,90 €	5 529 889,70 €	5 088 168,99 €	4 632 207,40 €
Epargne brute (hors cessions)	697 976,85 €	719 532,57 €	1 092 290,46 €	3 393 022,63 €	1 340 674,13 €	2 067 346,13 €
Capacité de désendettement en année	7,53	8,87	5,46	1,63	3,80	2,24

RETROSPECTIVE : LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Epargne Communale	2019	2020	2021	2022	2023	2024 estimé
Dépenses réelles de fonctionnement	5 314 666,17 €	4 959 659,73 €	5 179 358,52 €	5 315 604,11 €	5 277 981,13 €	5 247 091,36 €
Recettes réelles de fonctionnement	6 042 480,71 €	5 661 370,48 €	6 207 502,48 €	8 616 907,67 €	6 719 572,96 €	7 527 255,27 €
Excédent Brut Courant	727 814,54 €	701 710,75 €	1 028 143,96 €	3 301 303,56 €	1 441 591,83 €	2 280 163,91 €
Produits exceptionnels	147 985,17 €	31 639,89 €	285 417,24 €	2 498 818,73 €	127 050,32 €	985 331,31 €
<i>dont cession de biens</i>	0,00 €	8 512,92 €	206 950,00 €	2 378 854,00 €	116 268,28 €	983 900,92 €
Charges exceptionnelles	23 468,73 €	5 305,15 €	14 320,74 €	42,00 €	3 261,08 €	591,60 €
Epargne de gestion (Hors cessions)	852 330,98 €	719 532,57 €	1 092 290,46 €	3 421 226,29 €	1 449 112,79 €	2 281 002,70 €
Résultat financier	154 354,13 €	0,00 €	0,00 €	28 203,66 €	108 438,66 €	213 656,57 €
Epargne brute (hors cessions)	697 976,85 €	719 532,57 €	1 092 290,46 €	3 393 022,63 €	1 340 674,13 €	2 067 346,13 €
Capital de la dette	330 701,16 €	374 318,89 €	418 798,36 €	430 630,06 €	441 234,62 €	455 525,80 €
Epargne nette (hors cessions)	367 275,69 €	345 213,68 €	673 492,10 €	2 962 392,57 €	899 439,51 €	1 611 820,33 €

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Opération	Opération PPI	PPI 2021-2024 (réalisé)	PPI 2025 et plus... Proposé
16/26	Aménagement des écoles / restaurant scolaire	124 530,50 €	170 394,40 €
18/32	Video protection	69 846,91 €	77 188,96 €
22	Travaux divers de voirie	1 302 837,26 €	1 429 699,48 €
30	Travaux batiments communaux	304 706,47 €	293 697,22 €
36	Acquisition materiels roulant	330 510,20 €	170 213,96 €
40/33	Acquisition matériels par les services communaux	409 015,47 €	191 652,65 €
50	Acquisition d'immeubles /terrains	731 008,41 €	420 001,00 €
58	Eclairage public	64 226,96 €	109 107,22 €
59	Signalisation commune	46 435,98 €	28 500,00 €
77	Zac et Etude urbaine	1 012 317,81 €	267 312,60 €
79	Materiels divers et travaux liés à un sinistre	9 789,19 €	16 950,19 €
81	Mise aux normes / travaux EHPAD Les Jardins du Canalet	156 368,28 €	110 201,11 €
95	Sinistre inondations	235 867,50 €	0,00 €
96	Embellissement Village	255 540,33 €	263 975,00 €
97	Nouveau Centre Communal d'Action Sociale	712 705,31 €	172 450,65 €
98	Aménagement travaux nouveau Pôle Technique et Environnemental	87 300,87 €	133 767,50 €
101	Promenade des vernets	2 478,17 €	25 000,00 €
	Total des dépenses PPI en TTC	5 855 485,62 €	3 880 111,94 €
	Recettes PPI Subventions + FCTVA	1 488 221,72 €	442 278,00 €
	Coût Net PPI en TTC	4 367 263,90 €	3 437 833,94 €

Dépenses investissements	2021	2022	2023	2024	Total
Réalisé	801 026,52 €	1 071 823,98 €	1 473 937,79 €	2 508 697,33 €	5 855 485,62 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025 : FOCUS SUR LES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS

Recettes (hors CAF et emprunt)	Montant estimé 2025
FCTVA	150 000,00 €
Subventions d'équipement	292 278,00 €
Produits des cessions	519 050,00 €
Taxe d'aménagement et autres produits	30 000,00 €
TOTAL	991 328,00€

CESSIONS	2020	2021	2022	2023	2024	BP 2025 estimatif
PARCELLES	4 512,92 €	206 450,00 €	2 377 854,00 €	90 368,28 €	980 900,92 €	482 550,00 €
VEHICULES	4 000,00 €	500,00 €	1 000,00 €	25 900,00 €	3 000,00 €	36 500,00 €
TOTAL	8 512,92 €	206 950,00 €	2 378 854,00 €	116 268,28 €	983 900,92 €	519 050,00€

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT : 2025

POURSUITE DU PROGRAMME

- INVESTISSEMENT GROUPE SCOLAIRE
- MAINTIEN DU PROGRAMME DE VIDEOPROTECTION
- POURSUITE DU MARCHE A BON DE COMMANDE DE VOIRIE
- FINALISATION DES TRAVAUX AIRE DE CAMPING CAR PARK
- TRAVAUX DE MISE EN CIRCULATION PONT CANAL
- CONTINUITE DE PRESERVATION DU PATRIMOINE :
 - Eglise
 - Bâtiments communaux
 - Rénovation énergétique des bâtiments



PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT : 2025

POURSUITE DU PROGRAMME

- INVESTISSEMENT DANS LE MATERIEL POUR LE BON FONCTIONNEMENT DE NOS SERVICES
- ACQUISITIONS FONCIERES
- MAINTIEN DU PROGRAMME D'ECLAIRAGE PUBLIC
- SIGNALISATION VOIRIE
- FIN DES ETUDES ZAC ET ETUDES URBAINES
- POURSUITE DE LA REHABILITATION DE L'EHPAD Les Jardins du Canalet
- EMBELLISSEMENT VILLAGE
- FIN DES TRAVAUX DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
- AMENAGEMENT DU NOUVEAU POLE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL



LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES : 2025



-STABILITE DE LA DEPENSE – PRESERVER LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

-SUBVENTION D'EQUILIBRE AU CCAS

-POURSUITE DU PPI visant l'amélioration constante et durable du patrimoine communal et des services aux administrés,

-RECHERCHE DE FINANCEMENTS EXTERIEURS

-DESENDETTEMENT DE LA COMMUNE

EN MATIERE DE RH

-ACTIONS EN FAVEUR DE LA REDUCTION DE L'ABSENTEISME

-POURSUITE DU PLAN PREVISIONNEL DES DEPARTS EN RETRAITE JUSQU'EN 2028

-RECONDUCTION ADHESION AU CNAS

-PLAN DE FORMATION POUR LES AGENTS